



Cellule d'analyse européenne

**PROPOSITION DE RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
relatif à la déclaration et à la transparence des opérations de financement sur titres
COM (2014) 40 [introduite par la Commission européenne le 29 janvier 2014]**

**PROPOSITION DE RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
relatif à des mesures structurelles améliorant la résilience
des établissements de crédit de l'UE
COM (2014) 43 [introduite par la Commission européenne le 29 janvier 2014]**

Aperçu

Document	propositions de règlement; textes destinés à un processus législatif
Subsidiarité	oui, ces documents sont susceptibles de faire l'objet d'un avis motivé de subsidiarité
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE; article 114

Objet

Les deux propositions complètent les réformes d'ensemble déjà entreprises dans l'UE en vue de **renforcer le secteur financier**.

- La proposition de règlement COM (2014) 40, comprenant 28 articles, s'appuie sur plusieurs recommandations du Comité européen du risque systémique (CERS; *European Systemic Risk Board*¹).

Elle vise à créer un système financier plus sûr et plus transparent, en améliorant la transparence dans trois domaines principaux:

- le suivi de l'accumulation des risques systémiques liés aux opérations de financement sur titres dans le système financier;
- la communication d'informations aux investisseurs dont les actifs sont utilisés dans ce type de transactions ou dans des transactions équivalentes;
- la transparence des contrats relatifs aux activités de réaffectation de sûretés reçues en garantie.

- La proposition de règlement COM (2014) 43, comprenant 36 articles, vise les grands établissements de crédit et groupes bancaires dont l'objet comprend des activités complexes.

¹ Website: <http://www.esrb.europa.eu/about/background/html/index.fr.html>

Cette proposition a pour objectif de restreindre l'expansion artificielle des bilans des banques, en particulier les activités de nature purement spéculatives, et de réduire ainsi le risque que le contribuable soit mis à contribution dans le sauvetage des banques défaillantes. Elle tend également à:

- compléter la directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des défaillances d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement²;
- remédier aux problèmes découlant des banques trop grandes pour faire faillite.

Elle prévoit plus particulièrement ce qui suit³:

«1. l'interdiction de la négociation pour compte propre sur instruments financiers et sur matières premières, c'est-à-dire la négociation par la banque pour son propre compte et à la seule fin de réaliser des profits. Cette activité comporte de nombreux risques, mais n'apporte pas d'avantages tangibles aux clients de la banque ni à l'économie dans son ensemble;

2. l'attribution aux autorités de surveillance du pouvoir, voire dans certains cas de l'obligation, d'imposer le transfert d'autres activités de négociation à haut risque (telles que la tenue de marché, les produits dérivés complexes et les opérations de titrisation complexes) pour séparer, au sein du groupe, les entités juridiques qui pratiquent la négociation («filialisation»). [...] Les banques auront la possibilité de ne pas séparer leurs activités si elles peuvent montrer à leur autorité de surveillance que les risques engendrés sont atténués par d'autres moyens;

3. des règles relatives aux liens économiques, juridiques, opérationnels et de gouvernance entre l'entité de négociation et le reste du groupe bancaire.»

Antécédents

- En mars 2012, dans son **livre vert sur le système bancaire parallèle**⁴ (*shadow banking*), la Commission relève qu'un renforcement de la réglementation bancaire pourrait entraîner le déplacement d'une partie notable des activités bancaires hors des limites du système bancaire traditionnel, vers le système bancaire parallèle, défini comme «le système d'intermédiation de crédit auquel concourent des entités et activités qui ne font pas partie du système bancaire classique⁵».

- En octobre 2012, le rapport Liikanen concluait que les réformes réglementaires déjà mises en oeuvre ou en cours ne traitaient pas tous les problèmes sous-jacents du secteur bancaire de l'UE et énonçait un certain nombre de **recommandations**.

Parmi ces recommandations, figurait la séparation obligatoire de la négociation pour compte propre et des autres activités de négociation à haut risque lorsque celles-ci représentent une part significative. Les activités à haut risque concernées auraient alors à être affectées à une entité juridique distincte au sein du groupe bancaire.

² Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour le redressement et la résolution des défaillances d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement et modifiant les directives 77/91/CEE et 82/891/CE du Conseil ainsi que les directives 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE et 2011/35/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil.

³ Voir communiqué de presse IP/14/85 de la Commission Européenne du 29 janvier 2014.

⁴ Communication COM (2012) 102 du 19 mars 2012:

http://ec.europa.eu/internal_market/bank/docs/shadow/green-paper_fr.pdf

⁵ Proposition COM (2014) 43, p. 3; définition donnée par le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board*) dans son rapport du 27 octobre 2011.

- Le 3 juillet 2013, le Parlement européen a adopté à une large majorité un rapport d'initiative⁶, saluant les mesures de réforme structurelle envisagées à l'échelle de l'Union pour remédier aux problèmes découlant des banques trop grandes pour faire faillite.
- Le 4 septembre 2013, la Commission européenne a adopté une communication sur le système bancaire parallèle⁷ et une proposition de règlement sur les fonds monétaires⁸ (*money market funds*).

Consultation des parties concernées

Les parties concernées ont été consultées à plusieurs occasions. Le groupe d'experts de haut niveau a rencontré un large éventail de parties intéressées au cours de son mandat et a organisé une consultation publique auprès des banques, des entreprises clientes ainsi que des clients de détail et leurs associations. La Commission a aussi organisé des consultations publiques en 2012. La réforme structurelle du secteur bancaire et la nécessité d'une action coordonnée au niveau de l'Union ont également fait l'objet de discussions avec les États membres.

Subsidiarité et proportionnalité

La Commission européenne estime que les propositions respectent les principes de subsidiarité et de proportionnalité. La justification, ample, apparaît bien étayée.

- Concernant la proposition COM (2014) 40, on peut lire notamment ce qui suit:

«L'interdépendance de ces activités bancaires parallèles au sein du marché intérieur et leur caractère systématique appellent une action coordonnée au niveau de l'Union. [...]

En se gardant de réglementer des domaines autres que la transparence des transactions sur titres, de la réaffectation de sûretés et des autres structures de financement équivalentes, la présente proposition se limite aux mesures nécessaires pour éliminer efficacement les risques inhérents aux entités du système bancaire parallèle».

- Concernant la proposition COM (2014) 43, on peut lire notamment que:

«Des règles uniformes sur la structure des banques amélioreront la stabilité financière dans l'Union et l'intégration des marchés financiers, faciliteront la résolution et le redressement ordonnés des groupes, amélioreront la prestation transfrontière de services et l'établissement dans d'autres États membres, réduiront les distorsions de concurrence et préviendront l'arbitrage réglementaire».

⁶ Rapport du 24 juin 2013 [2013/2021(INI)] intitulé «Réforme structurelle du secteur bancaire de l'Union européenne»

⁷ Communication COM (2013) 614: «Le système bancaire parallèle – remédier aux nouvelles sources de risques dans le secteur financier»: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0614:FIN:FR:PDF>

⁸ Voir la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil COM (2013) 615 et notre fiche de synthèse à ce sujet sur: www.ipex.eu

Le cas échéant, un État membre ayant déjà adopté des dispositions analogues à celles du chapitre III («séparation de certaines activités de négociation»), peut demander une dérogation à la Commission européenne.

En ce qui concerne la proportionnalité, les établissements de crédit qui se situent en dessous des seuils fixés ne sont pas soumis aux mesures structurelles prévues. En outre, il est donné une définition restrictive des activités de négociation pour compte propre et de certaines activités connexes qui sont interdites aux grands établissements de crédit et groupes bancaires de l'Union d'exercer des activités.

Un avis dans le cadre de la **procédure de subsidiarité** peut être rendu jusqu'au **16 avril 2014**, ou après cette date, dans le cadre du dialogue politique (permanent) avec la Commission européenne.

En savoir plus

Vous pouvez consulter la **proposition de règlement COM (2014) 40** sur:

- [http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0040\(01\):FIN:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0040(01):FIN:FR:PDF)
- Annexe à ce document:
[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0040\(51\):FIN:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0040(51):FIN:FR:PDF)

Vous pouvez consulter la **proposition de règlement COM (2014) 43** sur:

- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0043:FIN:FR:PDF>

Document de travail SWD (2014) 31 avec le résumé de l'analyse d'impact des 2 propositions:

- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SWD:2014:0031:FIN:FR:PDF>

Documents de travail complémentaires SWD (2014) 30 relatifs aux 2 propositions (en Anglais):

- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SWD:2014:0030:FIN:EN:PDF>

Vous pouvez consulter les travaux des parlements nationaux relatifs à cette proposition sur IPEX (InterParliamentary EU information eXchange, www.ipex.eu):

Documents→ Recherche avancée/Code: Année: Numéros:

Descripteurs Eurovoc: transaction financière, hypothèque, transparence administrative, institution financière, système bancaire, établissement de crédit, contrôle financier, réglementation financière, intervention financière, banque

* *
*

Rédaction: Laurent Pottier; 28.02.2014



Europese analysecel

VOORSTEL VOOR EEN VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD betreffende de rapportage en de transparantie van effectenfinancieringstransacties COM (2014) 40 [ingediend door de Europese Commissie op 29 januari 2014]

VOORSTEL VOOR EEN VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD betreffende structurele maatregelen ter verbetering van de weerbaarheid van EU-kredietinstellingen COM (2014) 43 [ingediend door de Europese Commissie op 29 januari 2014]

Overzicht

Documenten	voorstellen van verordening; teksten bestemd voor een wetgevend proces
Subsidiariteit	ja, deze documenten zijn vatbaar voor een gemotiveerd advies inzake subsidiariteit
Rechtsgrondslag	Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie; artikel 114

Onderwerp

Beide voorstellen vormen een aanvulling op de grote algemene hervormingen die in de EU reeds doorgevoerd zijn om **de financiële sector te versterken**.

- Het voorstel van verordening COM (2014) 40 omvat 28 artikelen en is gebaseerd op een aantal aanbevelingen van het Europees Comité voor Systeemrisico's (European Systemic Risk Board of ESRB¹).

Met dit voorstel wordt er beoogd een veiliger en transparanter financieel stelsel tot stand te brengen door maatregelen vast te stellen om de transparantie op de volgende drie belangrijke terreinen te vergroten:

- monitoren van het ontstaan van met effectenfinancieringstransacties samenhangende systeemrisico's in het financiële stelsel;
- verschaffen van informatie over dergelijke transacties aan de beleggers wier activa bij effectenfinancieringstransacties of gelijkwaardige transacties worden gebruikt;
- waarborgen van de contractuele transparantie van de herbelening van als zekerheden ontvangen financiële instrumenten.

- Het voorstel van verordening COM (2014) 43 omvat 36 artikelen en is gericht op grote kredietinstellingen en bankgroepen die in complexe activiteiten actief zijn.

¹ Website: <http://www.esrb.europa.eu/about/background/html/index.nl.html>

Dit voorstel heeft tot doel de kunstmatige expansie van bankbalansen, vooral met activiteiten van zuiver speculatieve aard, aan banden te leggen en zo het risico in te perken dat belastingbetalers zouden moeten worden aangesproken om falende banken te redden. Het voorstel is tevens bedoeld om:

- de richtlijn betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen² aan te vullen;
- de problemen aan te pakken die voortvloeien uit banken die te groot zijn om failliet te gaan.

Het voorziet met name in het volgende³:

"1. een verbod op handel voor eigen rekening in financiële instrumenten en grondstoffen, d.w.z. handel met als enige doel winst te maken voor de bank. Deze activiteit houdt tal van risico's in, maar levert geen tastbare voordelen op voor de klanten of de ruimere economie;

2. de toezichthouders de bevoegdheid verlenen en in sommige gevallen de verplichting opleggen om andere zeer risicobeladen activiteiten (zoals marketmaking, transacties in complexe derivaten en securitisatie) over te dragen aan afzonderlijke wettelijke handelsentiteiten binnen de groep (door verzelfstandiging). [...] Banken zullen de mogelijkheid hebben deze activiteiten al dan niet te scheiden indien zij ten genoegen van hun toezichthouder kunnen aantonen dat de tweegebrachte risico's met andere middelen worden beperkt;

3. de regels bepalen voor de economische, wettelijke, bestuursmatige en operationele links tussen de afgescheiden handelsactiviteit en de rest van de bankgroep."

Antecedenten

- In maart 2012 heeft de Commissie in haar *Groenboek Schaduwbankieren*⁴ (shadow banking) erop gewezen dat versterkte bankregulering een substantieel gedeelte van de bankactiviteiten buiten de grenzen van het traditionele bankieren en tot het schaduwbankieren zou kunnen brengen. Schaduwbankieren werd gedefinieerd als "het systeem van kredietbemiddeling waarbij entiteiten en activiteiten van buiten het reguliere banksysteem betrokken zijn⁵."

- In oktober 2012 werd in het verslag-Liikanen geconcludeerd dat de al doorgevoerde en nog lopende hervormingen nog niet alle onderliggende problemen in de EU-banksector verhielpen. Het verslag bevatte dan ook een aantal **aanbevelingen**.

Een aanbeveling was de verplichte scheiding van handel voor eigen rekening en andere risicovolle handelsactiviteiten wanneer die een aanzienlijk aandeel van de bedrijfsactiviteit uitmaken. De zeer risicovol beladen activiteiten zouden dan naar een afzonderlijke juridische entiteit in de bankgroep moeten worden overgeheveld.

² Voorstel van richtlijn van het Europees Parlement en de Raad betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van de Richtlijnen 77/91/EEG en 82/891/EEG van de Raad, van de Richtlijnen 2001/27/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG en 2011/35/EU, en van Verordening (EU) nr. 1093/2010 van het Europees Parlement en de Raad.

³ Zie perscommuniqué IP/14/85 van de Europese Commissie van 29 januari 2014.

⁴ Mededeling COM (2012) 102 van 19 maart 2012:

http://ec.europa.eu/internal_market/bank/docs/shadow/green-paper_nl.pdf

⁵ Voorstel COM (2014) 43, blz. 3; deze definitie is ontwikkeld door de Financial Stability Board in zijn verslag van 27 oktober 2011.

- Op 3 juli 2013 heeft het Europees Parlement met een grote meerderheid een initiatiefverslag⁶ aangenomen waarin er uitgekeken werd naar structurele hervormingen op het niveau van de Unie om problemen aan te pakken met betrekking tot banken die te groot zijn om failliet te gaan.
- Op 4 september 2013 heeft de Europese Commissie een mededeling over het schaduwbankieren⁷ en een voorstel voor een verordening inzake geldmarktfondsen⁸ (money market funds) aangenomen.

Raadpleging van de betrokken partijen

De belanghebbenden zijn een aantal keren geraadpleegd. De deskundigengroep op hoog niveau heeft tijdens zijn mandaat diverse belanghebbenden ontmoet en heeft een openbare raadpleging gehouden voor banken, ondernemingen, retailcliënten en de betrokken verenigingen. De Commissie heeft ook openbare raadplegingen gehouden in oktober 2012. De structurele hervorming van de banken en de noodzaak van een gecoördineerd optreden van de Unie zijn ook besproken met de lidstaten.

Subsidiariteit en evenredigheid

De Europese Commissie is van oordeel dat de voorstellen de subsidiariteits- en evenredigheidsbeginselen in acht nemen. De uitgebreide rechtvaardiging lijkt goed onderbouwd.

- Met betrekking tot het voorstel COM (2014) 40 kan men onder meer het volgende lezen:

"De onderlinge banden tussen deze schaduwbankactiviteiten binnen de interne markt en het systeemrelevante karakter ervan vereisen een gecoördineerd optreden van de Unie [...]."

Door geen andere regelgeving in te voeren dan regels met betrekking tot de transparantie van effectenfinancieringstransacties, herbelening en andere financieringsstructuren, beperkt het voorstel zich tot de maatregelen die noodzakelijk zijn om de aan schaduwbankentiteiten verbonden risico's daadwerkelijk weg te nemen."

- Met betrekking tot het voorstel COM (2014) 43 kan men onder meer het volgende lezen:

"Eenvormige regels voor de structuren van banken zullen de financiële stabiliteit binnen de Unie verhogen, zullen zorgen voor betere integratie van financiële markten, bevorderen een ordelijke afwikkeling en een ordelijk herstel van de groep, verbeteren grensoverschrijdende dienstverlening en vestiging in andere lidstaten, verminderen concurrentievervalsing en voorkomen regelgevingsarbitrage."

⁶ Verslag van 24 juni 2013, Europees Parlement, *De structurele hervorming van de bankensector in de EU*, 2013/2021 (INI).

⁷ Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement over *Schaduwbankieren – Het aanpakken van nieuwe bronnen van risico in de financiële sector*, COM(2013), 614 final: <http://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0614:FIN:NL:PDF>.

⁸ Zie het voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad COM (2013) 615 en onze synthesefiche ter zake op: www.ipex.eu.

In voorkomend geval kan een lidstaat die al maatregelen heeft genomen die gelijkwaardig zijn met de in hoofdstuk III ('scheiding van bepaalde handelsactiviteiten') vermelde maatregelen, bij de Commissie om een afwijking verzoeken.

Wat de proportionaliteit betreft, zijn de in het vooruitzicht gestelde structurele maatregelen niet van toepassing op kredietinstellingen die onder de vastgestelde drempels blijven. Bovendien wordt er een enge omschrijving gegeven van de handelsactiviteiten voor eigen rekening en andere soortgelijke activiteiten die de grote Europese kredietinstellingen en bankgroepen niet mogen uitoefenen.

Een advies in het kader van de **subsidiariteitsprocedure** kan tot **16 april 2014** uitgebracht worden. Na deze datum kan dit nog in het kader van de (permanente) politieke dialoog met de Europese Commissie.

Nadere informatie

U kan het voorstel van verordening COM (2014) 40 raadplegen op:

- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0040:FIN:NL:PDF>
- Bijlage aan dit document (in het Frans):
[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0040\(51\):FIN:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0040(51):FIN:FR:PDF)

U kan het voorstel van verordening COM (2014) 43 raadplegen op:

- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2014:0043:FIN:NL:PDF>

Werkdocument SWD (2014) 31 met de samenvatting van de effectbeoordeling voor beide voorstellen:

- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SWD:2014:0031:FIN:NL:PDF>

Bijkomende werkdocumenten SWD (2014) 30 m.b.t. beide voorstellen (in het Engels):

- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SWD:2014:0030:FIN:EN:PDF>

U kan de werkzaamheden van de nationale parlementen m.b.t. dit voorstel raadplegen op IPEX (InterParliamentary EU information eXchange, www.ipex.eu):

Documenten → Geavanceerde zoekopdracht/Code: Jaar: Nr:

Eurovoc-descriptoren: financiële transactie, hypotheek, openbaarheid van het bestuur, banksysteem, financiële instelling, banksysteem, kredietinstelling, financiële controle, financiële voorschriften, financiële interventie, bank
--

*
*

Redactie: Laurent Pottier; 28.02.2014